

**Nations unies - Femmes, paix et
sécurité dans la région du Sahel -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 10 juillet 2018)

Madame la Présidente,

Je souhaiterais tout d'abord vous remercier d'avoir organisé cette réunion publique du Conseil sur la problématique des femmes, de la paix et de la sécurité dans le Sahel, qui est tout à fait prioritaire pour nous. Votre présence en atteste, Madame la Ministre, et c'est un plaisir et un privilège de vous avoir à nouveau parmi nous pour présider cette session importante

Je tiens également à remercier chaleureusement la Vice-Secrétaire générale, Mme Amina Mohammed, ainsi que l'Envoyée spéciale de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, Mme Bineta Diop pour leurs interventions très éclairantes - et votre présence Mme la Vice-Secrétaire générale, Madame l'Envoyée spéciale, au retour d'une mission sur place, témoigne aussi de l'importance particulière de notre session.

Madame la Présidente,

Compte tenu de l'engagement des autorités françaises et allemandes à promouvoir la paix, la sécurité, et le développement dans le Sahel ainsi que le renforcement de l'agenda "femmes, paix et sécurité", j'ai l'honneur de prononcer cette intervention au nom de la France et de l'Allemagne - et je salue la présence de mon collègue et ami allemand Christoph Heusgen parmi nous.

Madame la Présidente,

Nous nous félicitons de la récente visite conjointe de la vice-Secrétaire générale et de l'envoyée spéciale de l'Union africaine à laquelle vous vous êtes associée. Cette visite est un exemple concret de la mise en oeuvre de l'agenda "femmes, paix et sécurité" qui nous permet aujourd'hui d'aborder de façon très opportune la situation des femmes dans la région du Sahel. Nous nous félicitons par ailleurs de la présence, dans la délégation, de la représentante spéciale chargée de la lutte contre les violences sexuelles en temps de conflits, Mme Pramila Patten, et de plusieurs représentantes de l'ONU pour l'égalité femmes-hommes.

Dans ce contexte, nous souhaitons exprimer trois principaux messages aujourd'hui.

1/ Notre premier message, en forme de conviction, est que seule une action intégrée sur les plans politique, sécuritaire, du développement, et des droits des femmes est à même de favoriser une stabilisation durable du Sahel. Telle est la boussole commune qui guide l'action de la France et de l'Allemagne, qui sont résolument engagées en faveur de la paix et de la sécurité au Sahel. La France l'est d'abord sur le plan politique, à travers le rôle qu'elle joue au sein de la médiation internationale, en soutien à la mise en oeuvre de l'accord de paix au Mali. La France l'est également sur le plan sécuritaire à travers le déploiement de l'opération Barkhane et le soutien apporté à la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel, qui inclut la récente nomination d'un expert genre au sein du Secrétariat du G5 Sahel à Nouakchott. Cette nomination sera décisive pour renforcer la protection des femmes par la Force conjointe du G5 Sahel. L'Allemagne aussi est fortement engagée au Mali et au Sahel, notamment via son importante contribution à la MINUSMA, et son aide au développement ainsi qu'humanitaire.

Notre engagement pour la paix et la sécurité au Sahel est indissociable de la lutte contre les violences auxquelles les femmes sont trop souvent exposées dans la région. Comme l'ont relevé les acteurs de l'ONU sur le terrain au Mali, les femmes sont en effet de plus en plus ciblées par les groupes commettant des actes terroristes et prônant l'extrémisme violent. Dans la région du Bassin du Lac Tchad, notamment au Tchad et au Niger, nous voyons également que Boko Haram fait encore peser une forte menace sur les populations, notamment les femmes et les jeunes filles. Nous condamnons enfin fermement l'usage systématique des violences sexuelles comme armes de guerre au Soudan du Sud, qui est absolument intolérable. Nous remercions à ce titre la représentante spéciale, Mme Pramila Patten, de tous ses efforts pour améliorer la situation. Il est essentiel que les engagements pris dans les communiqués soient effectivement mis en oeuvre. Ces efforts doivent permettre de lutter efficacement contre l'impunité, y compris au sein des forces armées et de police, de mettre en place des unités formées à la protection des femmes et de permettre à celles qui survivent à ces exactions de témoigner, pour mieux contrer la stigmatisation des victimes de violences sexuelles.

Madame la Présidente,

2/ Notre deuxième message porte sur le fait que nous avons tous vocation à agir ensemble en faveur du développement durable du Sahel et de ses populations les plus vulnérables, notamment les femmes, ce qui inclut bien sûr la lutte contre le changement climatique. L'Alliance Sahel, que la France et l'Allemagne ont lancée il y a presque un an, le 13 juillet 2017, en partenariat avec les principaux bailleurs de fonds et les pays de la région, entend favoriser une aide plus rapide, plus coordonnée et mieux ciblée en faveur de tous les groupes défavorisés, et notamment les femmes. Cette Alliance s'inscrit bien sûr dans le cadre plus général fixé par la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel afin de coordonner les efforts en faveur du développement du Sahel. Je profite de votre présence, Madame la Vice-Secrétaire générale, pour souligner combien nous apprécions et soutenons votre travail afin de promouvoir la mise en oeuvre de l'UNISS. C'est ce cadre commun qui doit orienter notre engagement à tous pour une action coordonnée et efficace qui permette de produire des résultats au plus près des populations sahéniennes et notamment des femmes.

3/ Notre troisième message porte plus spécifiquement sur la participation des femmes aux processus de paix dans la région. Si des progrès ont été réalisés à ce sujet, la participation des femmes aux processus de paix reste néanmoins encore insuffisante. Il faut avoir la lucidité de

le constater et le courage de corriger cette situation. Au Mali, par exemple, nous considérons que la résolution durable de la crise dépend d'une implication de l'ensemble de la société malienne, notamment des femmes, qui doivent être impliquées au sein du gouvernement mais aussi au Parlement et au niveau local. C'est pourquoi la France et l'Allemagne soulignent l'importance de la participation des organisations de femmes maliennes dans la mise en oeuvre de l'accord de paix. Cette demande est également celle du Conseil de sécurité dans sa résolution 2423 adoptée à la fin du mois de juin.

Madame la Présidente,

Pour conclure, je souhaiterais rappeler que la France et l'Allemagne appellent à promouvoir, d'une manière systématique et avec une vision de long terme, la capacité des femmes, surtout en Afrique, à s'impliquer dans les processus de paix et, plus largement, les processus politiques. Je voudrais être clair : cet objectif n'est pas un élément parmi d'autres ou un argument de communication ; il s'agit bien d'une priorité fondamentale de notre action, profondément gravée dans notre disque dur, au nom de la parité et de l'efficacité. C'est pour cette raison que nos deux pays soutiennent l'initiative prise par l'Union africaine d'établir un Réseau des femmes leaders africaines et que nous encourageons tous les Etats membres à s'associer à cette initiative, par exemple en devenant membre du groupe des amis de ce Réseau des femmes leaders africaines, co-présidé par le Ghana et l'Allemagne. Dans le même esprit, nous saluons l'engagement de l'Organisation internationale de la francophonie et ses efforts pour soutenir les initiatives des femmes francophones. Je vous remercie./.